



CONJONCTURE ECONOMIQUE

Tendances conjoncturelles

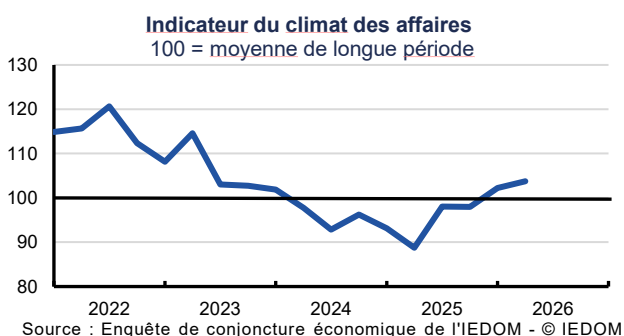
1^{er} trimestre 2026

Au 1^{er} trimestre 2026, l'économie réunionnaise s'inscrit encore dans le prolongement de la reprise engagée en 2025. L'indicateur du climat des affaires augmente de +1,6 point, pour atteindre 103,8. L'activité comme les effectifs progressent dans la plupart des secteurs. Les prix demeurent stables, mais des tensions inflationnistes sont attendues dès le trimestre suivant dans le contexte de la crise au Moyen-Orient. Les dépenses des ménages restent peu dynamiques. Si l'investissement demeure globalement bien orienté, les perspectives des chefs d'entreprise se dégradent également pour le trimestre à venir, dans un contexte d'incertitude accrue.

Un premier trimestre favorable avant l'impact de la crise au Moyen-Orient

Une activité dynamique, des perspectives fragilisées

Dans le sillage de la reprise de 2025, l'indicateur du climat des affaires (ICA) s'améliore et atteint 103,8 (+1,6 point) au 1^{er} trimestre 2026¹. Il se maintient ainsi au-delà de sa moyenne de longue période pour le deuxième trimestre consécutif. Les chefs d'entreprise interrogés dans l'enquête de conjoncture constatent un regain de dynamisme de leur activité et déclarent augmenter leurs effectifs salariés. Les résultats du baromètre IMAGE PME élaboré à partir des données déclaratives de TVA des TPE-PME indiquent également une progression globale du chiffre d'affaires sur un an. En outre, les prix de vente pratiqués par les répondants à l'enquête de conjoncture de l'IEDOM affichent une hausse modérée sur le trimestre. Les soldes de gestion sont bien orientés, en particulier des délais de paiement qui se réduisent, et un niveau de trésorerie qui s'améliore très légèrement.



En revanche, la plupart des chefs d'entreprise sont pessimistes s'agissant du volume d'affaires et des soldes de gestion du prochain trimestre. Ils anticipent une baisse de leur activité et de très fortes hausses de leurs prix de vente dans le trimestre à venir. Celles-ci résulteraient de la répercussion aux clients de l'augmentation du prix des carburants.

Des prix stables jusqu'au 1^{er} avril

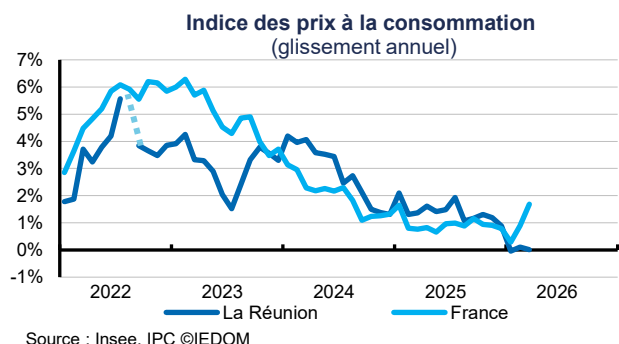
Les prix à la consommation mesurés en glissement annuel sont stables à La Réunion à fin mars (après +0,9 % à fin décembre), contre +1,7 % au niveau national. Cet écart notable s'explique par la hausse exceptionnelle des prix des carburants consécutive au déclenchement du conflit au Moyen-Orient fin février. Alors que les prix des carburants ont augmenté immédiatement après le début du conflit dans l'Hexagone, ils n'ont augmenté qu'à partir du mois d'avril à La Réunion².

À fin mars à La Réunion, les prix de l'énergie sont encore en baisse sur un an (-4,0 %), en particulier les produits pétroliers (-4,5 %). Les prix des produits alimentaires reculent également (-1,4 %), sous l'effet de la forte baisse du prix des produits frais (-15,9 %) liée à la hausse marquée du prix de ces biens au premier trimestre 2025 à la suite du cyclone Garance. Ainsi, en excluant les produits frais, les prix de l'alimentation augmentent de 1,5 % sur un an. Les services – qui pèsent pour près de la moitié de l'indice général – contribuent positivement quant à eux à l'évolution de l'inflation. Leurs prix augmentent de 1,1 % sur un an, tirés par la hausse des prix des services de communication et de transport.

¹ La valeur de l'ICA au 4^e trimestre 2025 a été révisée à la hausse, passant de 100,5 à 102,2 suite à une évolution méthodologique (voir encadré ci-dessous).

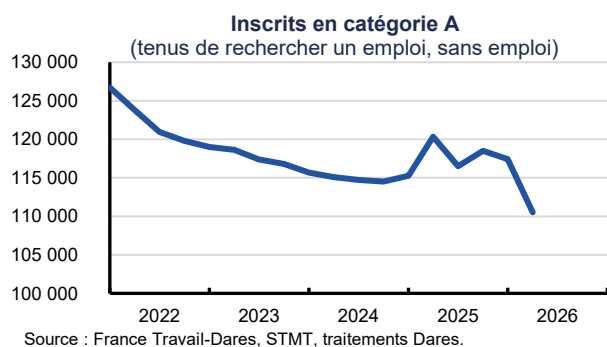
² À La Réunion, les prix des carburants sont administrés : les prix du mois en cours sont fixes, et déterminés à partir de leur cours de marché du mois précédent.

En avril, les prix de l'énergie augmentent très fortement, ils affichent une hausse de 23,3 % en un mois, portant l'inflation à 1,2 % (en glissement annuel). Le blocage du détroit d'Ormuz, par lequel transite 20 % de la production d'hydrocarbures mondiale, renchérit les cours du pétrole raffiné. Le litre de supercarburant sans plomb atteint 1,96 € sur l'île, contre 1,54 € en mars. De ce fait, les chefs d'entreprise répondant à l'enquête de conjoncture anticipent de fortes hausses de leurs prix de vente pour le trimestre prochain, en particulier dans les secteurs du commerce, de l'hôtellerie/tourisme et des industries manufacturières.



Le nombre de demandeurs d'emploi en recul

Les conditions sur le marché du travail s'améliorent au 1^{er} trimestre, prolongeant la dynamique observée fin 2025. Selon l'enquête de conjoncture, les effectifs déclarés par les chefs d'entreprise sont en hausse.



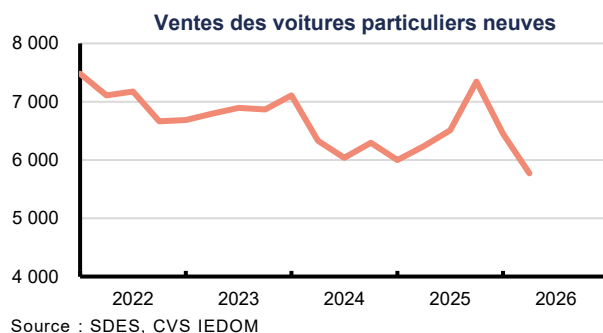
D'autres indicateurs évoluent de concert : le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A recule de 5,9 % sur le trimestre pour s'établir à 110 520 personnes sans emploi (-4,8 % pour les inscrits en catégorie A, B et C). La baisse est plus forte qu'à l'échelle nationale (-1,2 % pour les inscrits en catégorie A). Cette orientation favorable pourrait toutefois s'affaiblir au regard des perspectives pour l'année : les projets de recrutement sont en baisse (-3,0 % soit 1 100 projets) selon l'enquête des besoins en main d'œuvre (BMO) de France Travail. Dans le secteur privé, les services aux entreprises et le commerce expriment les plus faibles besoins. À l'inverse, les secteurs des services aux particuliers, de la construction, de l'industrie et de l'agriculture sont plus dynamiques.

Une consommation des ménages toujours faible

La consommation des ménages traduit toujours un certain attentisme. Elle progresse sensiblement selon les chefs d'entreprise du secteur du commerce. Les

immatriculations de voitures aux particuliers neuves sont en net recul : -7,5 % sur un an et -10,5 % sur le trimestre (données CVS). Les segments dits « premium » et l'électrique sont particulièrement concernés par cette baisse. Le marché du véhicule d'occasion résiste quant à lui (+1,0 % sur un an).

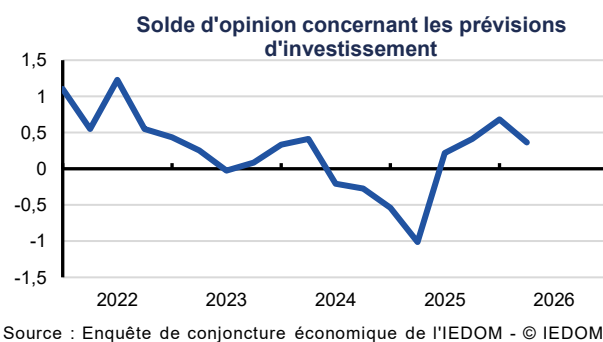
En outre, les versements à l'IEDOM de billets ralentissent sur le trimestre de 2,3 %, signe d'une consommation plus faible. Les anticipations des tensions inflationnistes pour le 2^e trimestre pourraient continuer de peser sur les arbitrages des ménages.



Par ailleurs, les difficultés financières persistent pour une partie des ménages. Les dépôts de dossiers auprès de la commission de surendettement de l'IEDOM augmentent de 28,9 % sur un an au 1^{er} trimestre. De manière similaire, les inscriptions bancaires et les difficultés d'accès au compte demeurent au-dessus des niveaux hexagonaux.

L'investissement demeure à l'agenda d'une majorité de dirigeants

Les intentions d'investissement sont bien orientées, malgré un ralentissement au dernier trimestre. Les données d'importations de biens d'investissement confirment ce fléchissement, avec une baisse de 5,0 % des importations en valeur sur le trimestre (donnée CVS-CJO).



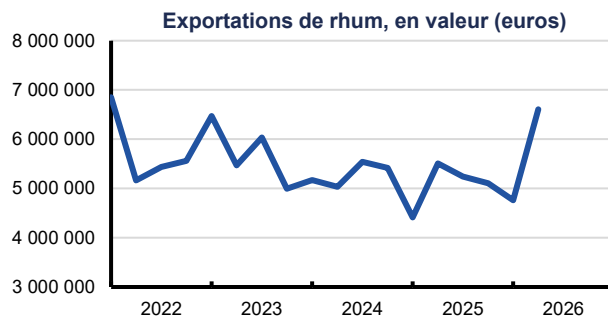
Le nombre de défaillances d'entreprises amorce une hausse ce trimestre. En cumul sur les douze derniers mois, 1 146 entreprises sont en défaillance à fin mars, un nombre supérieur au maximum observé en 2025 (1 108 entreprises à fin avril). En glissement annuel les défaillances progressent de 4,6 %

Les échanges extérieurs en hausse

Les exportations sont en hausse sur le trimestre (+27,2 %, donnée CVS). Cette augmentation résulte notamment de la forte hausse des exportations de sucre brut, de produits sucriers et de rhum au mois de janvier.

Le rhum se distingue également par une forte progression sur un an au 1^{er} trimestre (+19,9 %, donnée CVS-CJO).

Les importations s'inscrivent en hausse de 5,7 % ce trimestre (donnée CVS-CJO). Cet accroissement est porté par les biens intermédiaires (+4,2 %, données CVS-CJO) et les importations de biens de consommation non durable (+0,7 %), notamment les produits alimentaires et boissons. Les importations de biens durables augmentent de près de 1,4 % sur le trimestre alors que les importations de biens énergétiques sont en fort recul (-14,5 % en valeur, donnée CVS-CJO).

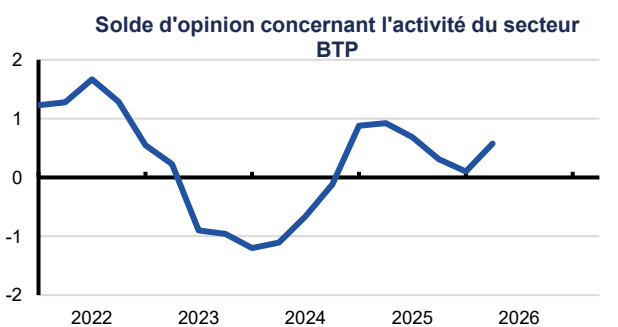


Source : Douanes, CVS-CJO IEDOM

Le BTP et l'industrie se distinguent des autres secteurs

Au 1^{er} trimestre, l'activité est en légère hausse dans la plupart des secteurs. Les secteurs du BTP, de l'industrie et de l'agriculture se distinguent par une activité dynamique. Le commerce s'améliore progressivement tandis que les services évoluent proche de leur moyenne de longue période. Le climat international est une préoccupation pour tous les secteurs, comme le reflètent les soldes d'opinion sur les charges. Par ailleurs, le nombre d'entreprises de taille significative engagées dans des processus de fusion, de cession ou de restructuration a augmenté au cours des derniers mois, dont en particulier Urcoopa (premier employeur privé de l'île), SRR (filiale de SFR) ou encore le segment grande distribution du groupe Caillé (rapprochement avec le groupe mauricien IBL)

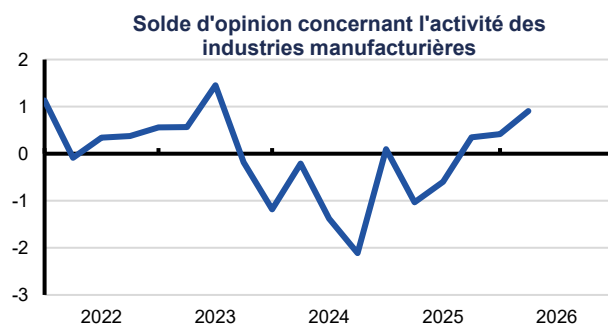
L'activité du secteur du **bâtiment et des travaux publics est bien orientée** sur le 1^{er} trimestre. Les chefs d'entreprise anticipent toutefois un repli pour le prochain trimestre. Les effectifs déclarés du secteur sont en légère baisse sur un an (-0,9 %, donnée CVS) mais en hausse sur le trimestre (+0,3 %). Les prévisions d'investissement restent en légère hausse, comme le niveau des carnets de commande. Les soldes de gestion se redressent, en particulier la trésorerie et les délais de paiement. En parallèle, les projets immobiliers sont en hausse sur un an (+17,6 %, donnée CVS), notamment dans l'immobilier neuf.



Source : Enquête de conjoncture économique de l'IEDOM - © IEDOM

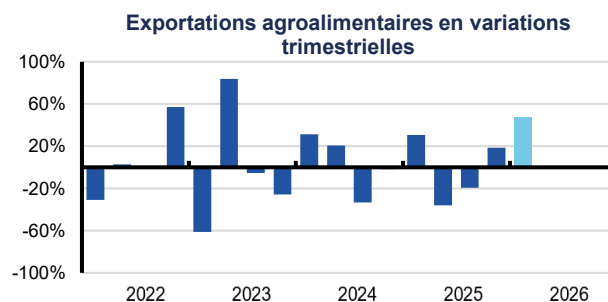
Dans le secteur des **industries manufacturières**, l'activité progresse sur le trimestre. En revanche, les perspectives pour le prochain trimestre se dégradent. En effet, les entreprises anticipent des hausses de prix dès le prochain trimestre en lien avec le conflit au Moyen-Orient. Cette détérioration anticipée des charges s'inscrit dans un contexte de trésorerie toujours tendue, ce qui limite les projets d'investissement. À

l'inverse, les carnets de commandes et les délais de paiements résistent à ces tensions.



Source : Enquête de conjoncture économique de l'IEDOM - © IEDOM

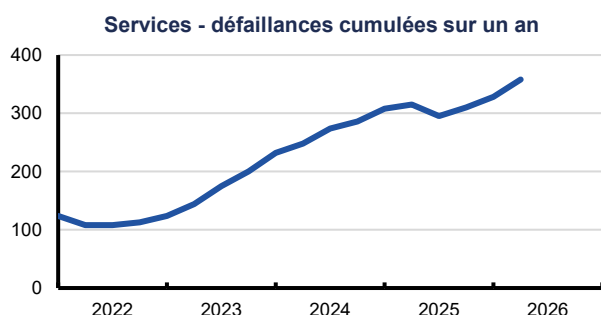
Le secteur de l'agriculture, de la pêche et des industries agroalimentaires (IAA) enregistre une hausse du volume d'activité. Les chefs d'entreprises interrogés signalent une trésorerie sous tension, notamment liée à la hausse des prix des intrants (emballage, carburant, etc.). Les carnets de commandes sont cependant bien orientés sur le trimestre. Les exportations de produits des IAA sont en forte hausse sur le trimestre (+47,1 %, donnée CVS-CJO) mais en baisse sur un an (-10,0 %). Le secteur agricole pourrait voir ses coûts augmenter lors des prochains trimestres en raison de sa dépendance à l'énergie et aux engrais azotés (près de 60 millions d'euros importés en 2025).



Source : Douanes, CVS-CJO IEDOM

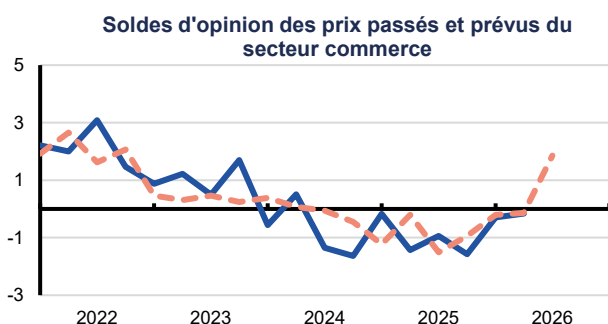
L'activité du secteur des **services marchands** est atone en ce début d'année, pour le troisième trimestre consécutif. Les prévisions d'investissement sur les douze prochains mois progressent légèrement, sans que les soldes de gestion ne montrent de signes de dégradation. Une majorité de chefs d'entreprises déclare une hausse de ses prix ce trimestre et anticipe une nouvelle augmentation à venir. Les défaillances du secteur des

services – qui pèse près de 40 % de la valeur ajoutée de La Réunion et compte de nombreuses TPE – sont en accélération : +9,1 % entre fin décembre et fin mars (après +6,1 % au 4^e trimestre).



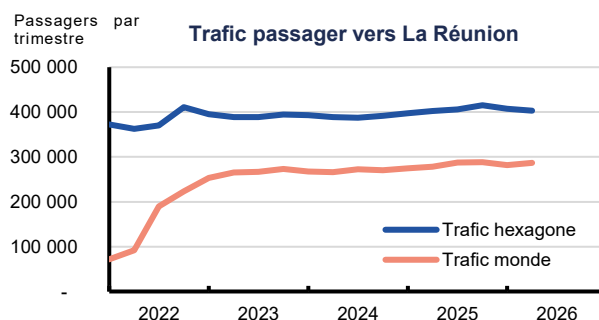
Source : Défaillances DOM, cumul 12 mois, Banque de France

Dans le secteur du **commerce**, les chefs d'entreprise relèvent une hausse sensible de leur activité et de leurs effectifs ce trimestre, au contraire de leurs soldes de gestion qui se dégradent légèrement. Le secteur du commerce se distingue par les plus fortes hausses de prix attendues au prochain trimestre.



Source : Enquête de conjoncture économique de l'IEDOM - © IEDOM

Du côté du secteur du **tourisme**, le nombre de passagers aériens transitant par La Réunion est en hausse au 1^{er} trimestre sur un an (+1,2 %), dynamisée par le trafic hors Hexagone (+3,2 %), que l'ouverture d'une nouvelle ligne directe vers l'Inde (Chennai) en avril opérée par la compagnie indienne Indigo devrait continuer à stimuler. L'activité reste modérée selon les chefs d'entreprises, qui anticipent une baisse de leurs investissements sur les 12 prochains mois. Les prix prévus pour le 2^e trimestre sont en hausse, à cause de l'augmentation des tarifs aériens.



Source : Aéroport Roland Garros. CVS IEDOM

Changement méthodologique de l'enquête de conjoncture

À partir du 4^e trimestre 2025, l'enquête de conjoncture trimestrielle de l'IEDOM a été enrichie afin d'intégrer de nouvelles modalités de réponse. Jusqu'alors les questions proposaient trois modalités de réponse (par exemple : *en baisse, stable ou en hausse*). Désormais elles proposent cinq modalités de réponse (par exemple : *en forte baisse, en légère baisse, stable, en légère hausse, en forte hausse*). Ce changement permet de capter avec plus de précision le ressenti des chefs d'entreprise et ainsi d'améliorer la capacité de l'indicateur du climat des affaires à refléter ce dernier.

Croissance et inflation : des perspectives contrastées dans la région

Au 4^e trimestre 2025, l'**économie malgache** enregistre un rebond d'activité, porté par le secteur secondaire (construction, agroalimentaire, industries manufacturières), tandis que le secteur primaire se redresse légèrement. Les perspectives pour le 1^{er} trimestre 2026 sont toutefois plus pessimistes, avec une dégradation généralisée de la conjoncture anticipée à travers les secteurs. En février, le cyclone Gezani a causé plusieurs dizaines de morts et lourdement endommagé les infrastructures, notamment électriques. La désinflation amorcée début 2025 se poursuit : l'inflation annuelle s'établit à 7,2 % en décembre, après un pic de 9,5 % en janvier. Ce ralentissement tient à la baisse des cours mondiaux du riz et du pétrole brut, ainsi qu'au resserrement monétaire de la BFM. Malgré cela, des tensions haussières pourraient réapparaître dès les prochains mois, liées aux prix du pétrole et au transport maritime. Parallèlement, la banque centrale a maintenu son taux directeur à 12,0 % au cours du 1^{er} trimestre. Selon la Banque centrale du pays, la croissance économique malgache est estimée à 3,8 % en 2026, soit une anticipation moindre par rapport aux 4,7 % attendus par la Banque Mondiale au cours de la période 2025-2027.

À **Maurice**, l'activité économique demeure globalement soutenue par la conjoncture des principaux secteurs, en particulier du tourisme, marqué par une hausse de la fréquentation (+4,0 % sur un an au cours des quatre premiers mois de 2026). Toutefois, dans un contexte d'incertitudes internationales accrues et de demande extérieure moins dynamique, la croissance devrait ralentir en 2026. La Banque centrale a ainsi révisé sa prévision à 2,8 %, contre 3,3 % à 3,5 % précédemment. Par ailleurs, l'inflation s'accélère sous l'effet des tensions géopolitiques : elle atteint 3,6 % en avril (contre 2,7 % en mars), tandis que l'inflation sous-

jacente reste élevée. Les hausses de prix, notamment dans les transports, l'alimentation et l'énergie, devraient se poursuivre, avec une inflation attendue autour de 5,5 % en 2026, soit au-dessus de la cible de la Banque centrale. Dans ce contexte, la Banque de Maurice a relevé son taux directeur de 25 points de base, afin de contenir les tensions inflationnistes et préserver la stabilité des prix.

En Afrique du Sud, la croissance reste modérée mais s'améliore progressivement, soutenue par la consommation des ménages et la détente des conditions financières, elle devrait atteindre 1,4 % en 2026 (+1,1% en 2025). L'inflation poursuit sa baisse au 1^{er} trimestre, s'établissant à 3,0 % en février 2026 (+3,2 % en 2025). Néanmoins, les perspectives se dégradent à court terme sous l'effet des tensions géopolitiques et des prix de l'énergie : dans le scénario central, l'inflation atteindrait un pic de 4,0 % au 2^e trimestre et s'établirait à 3,7 % en moyenne en 2026, avec des risques haussiers en cas de choc pétrolier. Dans ce contexte incertain, la banque centrale a maintenu son taux directeur inchangé début 2026.

Aux Seychelles, l'activité économique est principalement portée par le secteur touristique, qui dépasse désormais ses niveaux pré-pandémiques. En 2025, la fréquentation progresse de 13 % sur un an, soutenue par la diversification des marchés émetteurs, notamment en provenance d'Asie et d'Europe. En parallèle, les indicateurs de production évoluent de manière contrastée selon les secteurs. L'inflation reste particulièrement faible en 2025, dans le sillage de la baisse des coûts internationaux du pétrole et du fret : elle s'établit à -0,2 % en glissement annuel en décembre. Dans ce contexte, la politique monétaire est demeurée inchangée, avec des taux d'intérêt globalement stables.

Aux Comores, la croissance devrait atteindre 3,8 % en 2025, après 3,3 % en 2024, traduisant une amélioration progressive de l'activité économique. Au troisième trimestre 2025, l'inflation s'est établie à 2,1 %, pour une moyenne annuelle attendue de 3,3 %, reflétant un environnement de prix relativement maîtrisé. Dans ce contexte, la Banque centrale des Comores a décidé d'abaisser ses taux directeurs de 25 points de base, afin de soutenir davantage la dynamique économique.

Sources : Banques centrales, institutions nationales, SER régionaux, Banque Mondiale.

La croissance mondiale à l'épreuve des tensions géopolitiques

L'économie mondiale en ce début d'année 2026 est fortement affectée par le conflit au Moyen-Orient. Dans sa dernière publication, le FMI a réduit ses prévisions de croissance, anticipant un ralentissement de la croissance mondiale à +3,1 % sur l'année 2026. Les prix élevés du pétrole depuis le début de la guerre en Iran dynamisent l'inflation qui repartirait à la hausse pour atteindre +4,4 % en 2026 après +4,1 % en 2025. Dans le cas où le conflit se prolongerait au-delà de la mi-2026, le FMI n'écarte pas un scénario dans lequel la croissance chuterait à 2 % en 2026 et l'inflation s'envolerait au-dessus de 6 % d'ici à 2027

Aux États-Unis, la croissance du PIB a accéléré au premier trimestre (+1,6 % en taux annualisé) dans un contexte d'effets différés des baisses de taux menées fin 2025 par la Fed, et de maintien de ces taux inchangés depuis le début de l'année. La situation pourrait néanmoins évoluer avec la progression de l'inflation américaine en avril à son rythme le plus soutenu en trois ans. Selon les données publiées fin mai, l'indice des prix a bondi de 3,8% sur un an. Sur l'année, la croissance américaine est attendue à +2,3 % par le FMI, au-dessus de la moyenne des économies avancées (+1,8 %).

Dans la zone euro, la croissance économique a décéléré et atteint + 0,1 % au premier trimestre 2026. La zone euro voit ses perspectives de croissance pour l'année 2026 s'amoindrir à 1,1 %, après 1,4 % en 2025. Selon les prévisions du FMI, la croissance de l'économie devrait rester faible en 2026 en Allemagne (+0,8 %) comme en Italie (+0,5 %), l'Espagne bénéficiant d'un surcroît de dynamisme (+2,1 %).

En France, au premier trimestre, le PIB se replie légèrement (-0,1 %), confronté à une demande intérieure peu dynamique. La Banque de France anticipe dans son scénario central une hausse du PIB de 0,9 % en 2026 (projections macroéconomiques de mars 2026). L'inflation, dopée par les prix de l'énergie, s'élèverait à 1,7 %. Une dégradation durable de la situation au Moyen-Orient pourrait toutefois peser tant sur la croissance que sur l'inflation.

La dégradation de la situation internationale, la hausse des prix de l'énergie et une demande extérieure atone pèsent sur l'économie japonaise. En dépit des incitations fiscales adoptées à l'automne 2025, celle-ci devrait connaître une croissance limitée en 2026, à +0,7 %.

Dans les économies émergentes et en développement, l'activité économique a augmenté de 4,4 % en 2025. Elle est notamment restée dynamique en Inde (+7,6 %) et dans une moindre mesure en Chine (+5,0 %) et au Brésil (2,3 %). La croissance ralentit en revanche fortement en Russie (+1,0 %). En 2026, le FMI anticipe un rythme de croissance comparable à 3,9 % dans ce groupe de pays, avec une stabilisation de la croissance en Russie (+1,1 %) et une inflexion au Brésil (+1,9 %), en Inde (+6,5 %) ou encore en Chine (+4,4 %).

Sources : FMI (WEO, avril 2026) , Banque de France (Projections macroéconomiques France, mars 2026)

Toutes les publications de l'Iedom sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : P. La Cognata ■ Responsable de la rédaction : N. Gobaraja

Rédaction : A. Le Guillaume